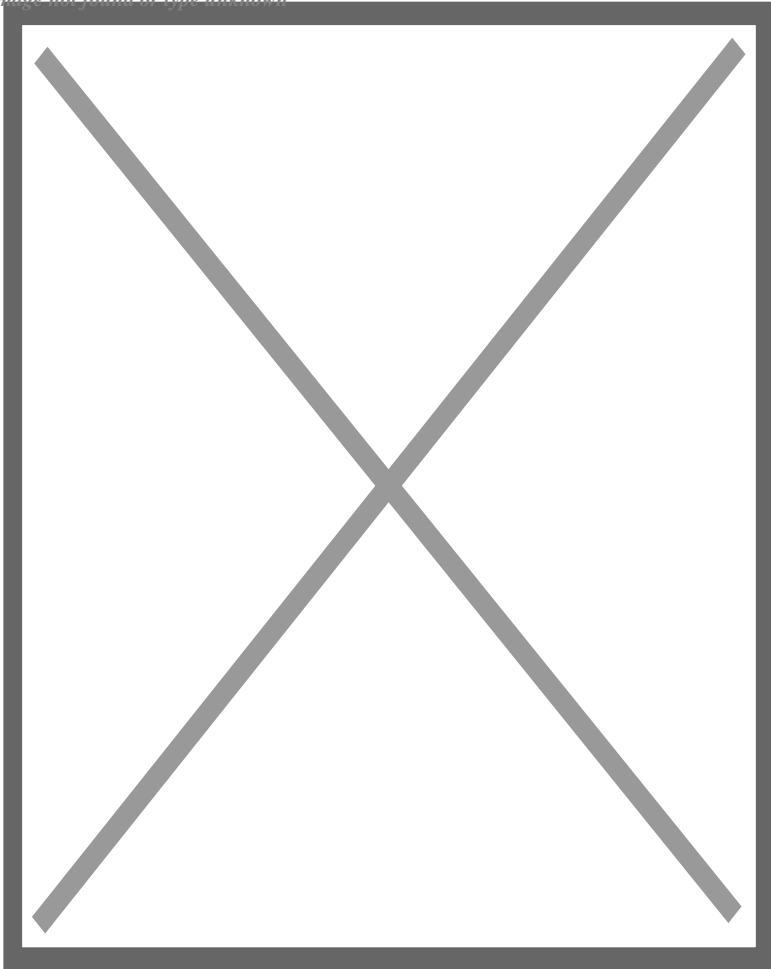


Arauz dénonce une ingérence grossière des institutions de l'État dans le processus électoral équatorien

Image not found or type unknown



Quito, 22 février (RHC) Le candidat présidentiel Andrés Arauz a dénoncé la "grossière ingérence » du Bureau du Contrôleur et du Procureur de l'Équateur dans le processus électoral.

Lors d'une conférence de presse, le candidat pour l'alliance progressiste Union pour l'Espoir (Unes) a mis en garde contre les intrigues visant à modifier la date ou à suspendre le vote, prévu pour le 11 avril, quand il disputera la présidence avec Guillermo Lasso, représentant du mouvement de centre-droite Creo.

Il a rejeté et critiqué l'annonce faite par le Bureau du Contrôleur général de l'État et le Bureau du Procureur général de l'État de procéder à un audit et d'ouvrir une enquête sur le processus électoral, alors que le deuxième tour n'a pas encore eu lieu.

"Ce que le Bureau du Contrôleur a déclaré hier dans son intention de se mêler des audits au milieu du processus électoral, et plus grave encore, la diligence demandée par le Bureau du Procureur pour effectuer une expertise du système informatique au milieu du processus électoral doit être clairement perçue comme une ingérence et une ingérence dans le processus électoral, ce qui est clairement illégal", a critiqué Arauz.

Arauz a rejeté avec une "fermeté absolue" les "ingérences grossières et l'ingérence" d'autres institutions de l'Etat dans le processus électoral et a rappelé qu'il existe une "autorité électorale unique" dans le pays sud-américain.

Le candidat de l'UNES a exhorté le Tribunal Contentieux Électoral (TCE) à agir de manière "expéditive" et à "appliquer la loi avec les sanctions appropriées face à cette immixtion et à cette ingérence dans le processus électoral".

À son tour, dans une publication de Twitter le même jour, Lasso a dénoncé l'intervention des deux institutions pour contrôler le travail du Conseil National Electoral (CNE) de l'Équateur au milieu du processus électoral. "Ce n'est pas le moment de défendre des personnes ou des intérêts particuliers, et il faut renforcer la démocratie" dans le pays, a-t-il insisté.

L'observateur électoral de l'Organisation des États américains (OEA) a, à son tour, exprimé sa préoccupation face aux ingérences de ces institutions "étrangères" à la fonction électorale qui "entravent" un "bon" processus électoral.

L'Équateur tiendra le second tour de l'élection présidentielle le 11 avril prochain et le vainqueur prendra ses fonctions le 24 mai pour gouverner la période 2021-2025.

(HispanTV)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/248443-arauz-denonce-une-ingerence-grossiere-des-institutions-de-letat-dans-le-processus-electoral-equatorien>



Radio Habana Cuba